

AKTUELL

MERCOSUR

« Le flou total »

Tatiana Salvan

Au cours d'une conférence de presse, la Centrale paysanne, son service jeunesse ainsi que les Domaines Vinsmoselle ont mis en garde contre les risques de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le « Marché commun du Sud » (le Mercosur), scellé le 6 décembre dernier.

L'accord de libre-échange entre l'UE et les pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay et Bolivie), qui doit encore être ratifié pour pouvoir être appliqué, continue de susciter des inquiétudes, d'autant qu'un certain nombre de termes demeurent flous. Les producteurs-rices de viande bovine du grand-duché craignent tout particulièrement l'arrivée sur le marché européen de 99.000 tonnes de viande bovine supplémentaires, qui bénéficieront d'un droit de douane réduit (7,5 % contre 40 % actuellement). Au cours d'une conférence de presse organisée ce mercredi 29 janvier, la Centrale paysanne (CPL) a donc vivement dénoncé une ouverture à une concurrence jugée « déloyale », du fait de coûts de production moindres en Amérique latine, en raison de normes de production bien moins exigeantes que celles imposées dans l'UE. « En Europe, nous avons des standards élevés, et toujours plus de normes à appliquer. Les produits importés sont censés respecter ces normes, mais cela concerne surtout des normes sanitaires. Beaucoup d'autres imposées ici ne sont pas prises en compte dans la production de l'autre côté de l'Atlantique, notamment des normes sociales ou en matière de bien-être animal et de climat », pointe Christian Wester, président de la CPL.

« C'est un secteur déjà fragile, dont la viabilité est menacée et sur lequel le moindre impact négatif peut avoir d'importantes conséquences », ajoute Sam Mille, président du service jeunesse de la CPL, qui rappelle la vague d'infections à la fièvre catarrhale ovine, ou maladie de la langue bleue, qui a sévi cet été et a eu pour conséquence la mise en place de restrictions au niveau des exportations. D'après Sam Mille, en 2024, les agriculteur-rices du pays se sont par ailleurs versé en moyenne un salaire mensuel brut de 2.611 euros – « C'est moins que le salaire minimum brut non qualifié », souligne-t-il, appelant à faire en sorte que l'accord ne vienne pas encore dégrader leur situation.

Le seul avantage de ce traité, concède la CPL, consistera en la baisse des taxes d'importation du soja, destiné au fourrage des bêtes. Mais ce point « positif » ne sera en fait qu'un avantage très « marginal », estime

Christian Wester, notamment parce que les taxes ne sont à l'heure actuelle que de 4 % et parce que « la production de viande a atteint un plafond en Europe. Il n'y a donc que peu de marge de progression et de fait pas besoin de beaucoup plus d'imports de soja ».

Un milliard d'euros en réserve

Le 21 janvier, la Commission européenne a confirmé préparer « une réserve d'au moins un milliard d'euros » pour soutenir les agriculteur-rices dans le cas jugé « improbable » d'un impact négatif de l'accord de libre-échange pour le secteur agro-alimentaire. Une mesure qui laisse le premier syndicat du secteur agricole luxembourgeois pour le moins sceptique. « Où vont-ils trouver cet argent, sachant qu'il est déjà difficile de remplir les budgets alloués ? Et à partir de quel degré d'impact cette mesure va-t-elle être déclenchée ? Sur quels critères ? À ce jour, il n'y a aucune estimation de l'impact potentiel de cet accord sur les marchés de production locaux. C'est le flou total », commente Christian Wester.

Quid d'un potentiel marché outre-Atlantique pour le Luxembourg ? S'ils restent ouverts à toute éventualité, les producteurs-rices luxembourgeois ne se font guère d'illusions, à l'instar d'André Melhen, directeur de Domaines Vinsmoselle, premier producteur de vin et crémant luxembourgeois, secteur lui aussi soumis à de strictes normes de production. À l'heure actuelle, il n'y a selon lui probablement pas de réelle opportunité de marché pour le petit pays, et en développer implique de faire d'importants investissements. « En tant que Luxembourg, il faut déjà investir de l'argent pour donner une notoriété à nos produits. Ce qui va impliquer des frais de déplacement pour être présents sur place, de publicité... » Des aides financières existent, confirme André Melhen, mais, vu le faible potentiel, ce n'est pas la priorité du secteur à l'heure actuelle. « Cet accord présente des opportunités pour certains secteurs en Europe, comme l'industrie, mais pas pour d'autres, au contraire. Et le Luxembourg ne pèse pas suffisamment lourd pour se dégarer de véritables opportunités. »

« Nous n'allons pas monter à Bruxelles avec nos tracteurs, nous misons sur le dialogue, mais nous souhaitons informer la population et les autorités sur les enjeux de cet accord », conclut la CPL, qui espère être entendue et voir ses intérêts défendus par le gouvernement.

SHORT NEWS

Liberty Steel : reprise ou fin définitive ?

(fg) – Les éventuels repreneurs de l'usine Liberty Steel de Dudelange ont jusqu'à ce vendredi 31 janvier pour faire connaître leur offre au curateur désigné après la mise en faillite du site, le 29 novembre dernier. Si aucune offre sérieuse n'émerge, l'usine pourrait bien fermer définitivement ses portes. Le site, spécialisé dans la galvanisation, est en réalité à l'arrêt depuis plus de deux ans, alors que le groupe Liberty Steel fait face à d'énormes difficultés financières qui, dans le cas de Dudelange, ne lui permettaient plus de payer ses fournisseurs. Cette situation était consécutive à la faillite de Greensill Capital, une société londonienne de la fintech et bras financier du conglomérat dirigé par l'homme d'affaires britannique Sanjeev Gupta, suspecté de fraude dans cette affaire. En cas de fermeture, les 150 salarié-es toujours en poste se retrouveront sur le carreau. La sauvegarde de leurs emplois est une « priorité absolue » pour les syndicats LCGB et OGBL, qui alertent par ailleurs sur la précarité financière à laquelle font déjà face les salarié-es depuis la mise en faillite de la société. Le dossier est aussi devenu un enjeu politique au fil des ans, alimentant le débat sur la souveraineté industrielle du Luxembourg. Pour les syndicats, la fermeture de Liberty Dudelange « signerait la conclusion d'une catastrophe industrielle de plusieurs années, s'étant déroulée sous le regard toujours passif des institutions européennes », qui avaient validé le rachat de l'usine par Liberty Steel en 2019.

Hahn: Fehler oder Verschleierung?

(mes) – Die steigende Anzahl „neuer“ Personen in der Wanteraktioun (WAK) seien kein Beweis für einen „sozialen Tourismus“, kritisierte Solidaritéit mat den Heescherten Familienminister Max Hahns (DP) Behauptungen in einem Presseschreiben vom 29. Januar. Grund sei eine „Verwechslung zwischen neuen Anmeldungen und Personen, die von weit her kommen“, so die NGO und konterte mit konkreten Zahlen: Einer punktuellen Zählung vom 14. Dezember 2023 nach lebten 71 Prozent der Bedürftigen der WAK seit mindestens einem Jahr in Luxemburg. Nur 20,9 Prozent konnten keinen Aufenthalt im Lande von mehr als drei Monaten nachweisen. Teils gehörten „Personen mit internationalem Schutzstatus [...], von denen angenommen werden kann, dass sie nach der Ausweisung aus einer Asylunterkunft obdachlos geworden sind“ dazu, so die NGO. Hahns Behauptungen seien demnach entweder ein „Interpretationsfehler“ oder zeugten vom „politischen Willen, die Realität zu verschleiern“. Zudem würden offizielle Zahlen an die OCDE die Obdachlosigkeit hierzulande untertreiben, indem Zählungen nur Personen in Notunterkünften und nicht jene, die etwa auf der Straße schlafen, erfassen. Seit vergangenem November ist der Zugang in die WAK beschränkt (woxx 1813). Betroffene müssen unter anderem eine „Bescheinigung“ liefern, die bestätigt, dass sie „seit mindestens drei Monaten den sozialen Nothilfediensten bekannt sind“, erklärte der Verband Dräieck auf Nachfrage der woxx.

woxx@home

Ein Satz mit x

(woxx) – Besser „spät“ als gar nicht: Die woxx verlässt ab Februar die schwelenden Ruinen des sozialen Netzwerkes „X“. Dass wir so lange noch geblieben sind, erklärt sich mit dem gleichen Gedanken, mit denen wir noch bei den Netzwerken von „Meta“ aktiv bleiben: Auch als linke Wochenzeitung brauchen wir Reichweite, damit unsere Artikel gelesen und im besten Fall auch Abonnements gekauft werden. Jene Leser*innen, die unsere Texte zu sozialen Netzwerken kennen, wissen auch, dass wir schon immer kritisch gegenüber Musk, Zuckerberg und Co waren – lange bevor diese anfangen, sich an Donald Trumps Stiefel gütlich zu tun. Wer der woxx weiterhin auf einem twitter-ähnlichen sozialen Netzwerk folgen will, hat dafür nun sogar zwei Optionen. Wir sind einerseits auf Bluesky unter @woxxhebdo.bsky.social zu finden, andererseits im Fediverse unter @woxx@www.woxx.lu. Beim Fediverse handelt es sich um ein großes Netzwerk aus verschiedenen Diensten, der bekannteste davon ist wohl „Mastodon“. Das schöne am Fediverse: Es ist dezentral und wird vorwiegend von Freiwilligen betrieben – die Gefahr, dass ein Milliardär in der Midlifecrisis es aufkauft, tendiert gegen Null. Die beste Möglichkeit, um auf dem Laufen zu bleiben, ist und bleibt natürlich ein woxx-Abonnement.